

OGM

La déferlante mondiale bouscule la gestion de l'aval

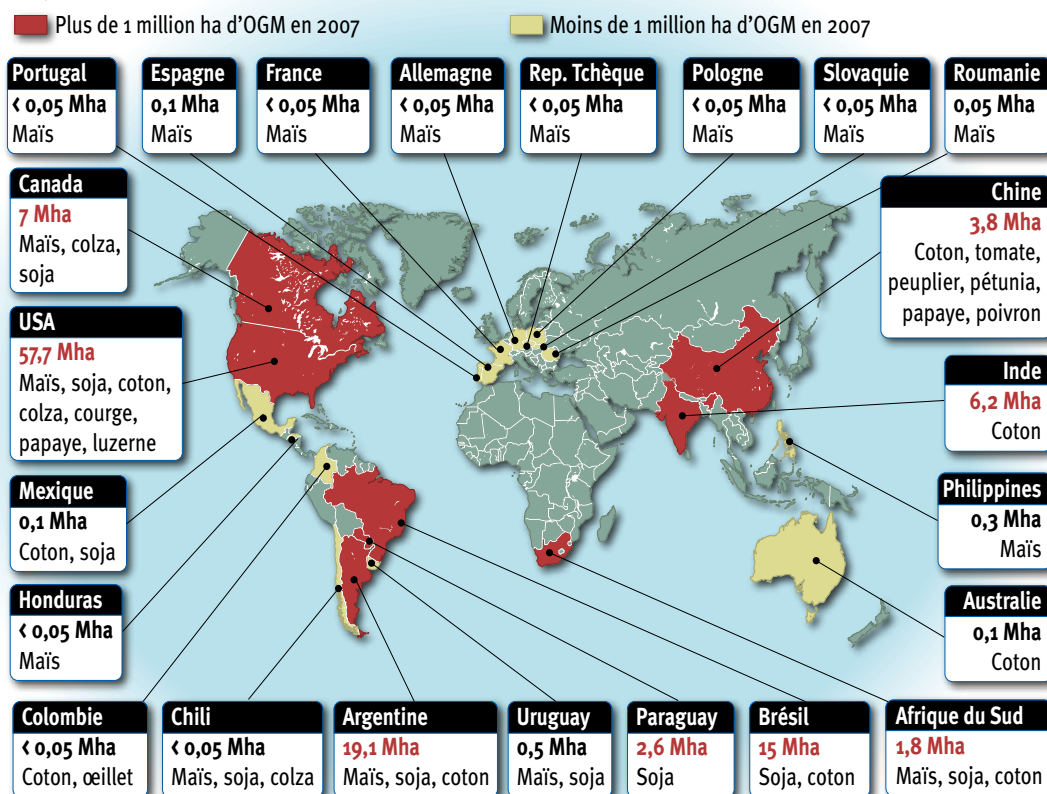
Qu'on soit pour ou contre, les faits sont là : les OGM se développent à très grande vitesse dans le monde et se retrouvent exportés tous azimuts. Les acteurs européens de l'aval ont alors du mal à garantir le non-OGM et à gérer la coexistence.

DES ARGENTINS OU DES INDIENS d'un côté qui expliquent pourquoi ils sont aujourd'hui parmi les plus gros producteurs mondiaux d'OGM. Des producteurs biologiques européens ou des acteurs de l'aval du vieux continent de l'autre qui refusent la « contamination ». Au centre, des spécialistes de l'analyse de la chaîne agroalimentaire ou du management de la sécurité alimentaire qui ne savent plus trop sur quel pied danser. Les débats ont été parfois houleux ou frisaient simplement l'incompréhension, lors du seizième séminaire international d'Eurofins (1), groupe mondial de laboratoires d'analyse.

Premier constat de ces journées d'échanges : la réalité d'une explosion des productions transgéniques dans le monde, à l'heure où l'Europe, la France en tête, freine plus que jamais des quatre fers pour accepter les OGM sur ses terres. Le dernier bilan de l'Isaaa (International service for the acquisition of agri-biotech applications) est très éloquent. En 2007, les surfaces de productions d'OGM ont augmenté de 12 % par rapport à 2006, pour dépasser les 114 millions d'hectares (Mha), deuxième taux record d'augmentation de ces cinq dernières années. « Douze ans après leur commercialisation, les cultures biotechnologiques continuent de gagner du terrain, avec une nouvelle année de croissance à deux chiffres et l'ajout de nouveaux pays à la liste de leurs partisans », commente Clive James, président et fondateur de

Plus de 114 millions d'hectares transgéniques dans 23 pays

Pays cultivant des OGM en 2007, surfaces et cultures OGM présentes



Source : Isaaa

l'Isaaa. De plus, le rapport de l'Isaaa est à peine publié que les derniers chiffres apportés par les différents producteurs mondiaux d'OGM en disent encore plus long sur l'étendue planétaire du transgénique en 2008 : + 10 % en Argentine ou doublement des surfaces de coton transgénique en Inde par exemple.

55 % DES HABITANTS DE LA PLANÈTE vivent, selon Clive James, dans les 23 pays qui ont cultivé des

OGM en 2007 (voir infographie). Par ailleurs, 90 % des producteurs d'OGM seraient des petits agriculteurs, faisant dire à Clive James que « ces technologies vont vers les gens qui en ont le plus besoin. La croissance des OGM dans les pays en voie de développement a commencé plus tard, mais le taux de croissance est aujourd'hui trois fois plus fort que celui des pays développés. » L'Isaaa prévoit un doublement entre 2006 et 2015

du nombre de pays, d'espèces, de caractères et de superficies OGM. Le Burkina Faso, l'Égypte et le Vietnam sont les candidats potentiels à la culture d'OGM de ces deux prochaines années. « Compte tenu de nos trop faibles rendements dus à de fortes pertes de récolte, nous avons un besoin évident des OGM », clame également Alexander Golikov, de l'Association de développement des biotechnologies dans la zone mer ●●●

OGM

●●● Noire. Dans ces pays, dont certains sont désormais dans l'Union européenne (Bulgarie, Roumanie), le refus des OGM et le flou réglementaire exaspèrent plus qu'ailleurs les protagonistes des biotechnologies.

EN CHINE, AUJOURD'HUI SIXIÈME PRODUCTEUR MONDIAL D'OGM, on ne semblait pourtant pas prêt en 2006, d'un point de vue réglementaire, à la culture transgénique. « Cela nous donne une idée de ce qui peut se passer en Europe si le dossier réglementaire se débloque », analyse Clive James. C'est l'Inde qui a connu la plus forte augmentation de superficies transgéniques en 2007 (+ 63 %). Grâce à la culture de coton résistant aux insectes, ce pays est aujourd'hui plus gros exportateur que les Etats-Unis, après avoir été importateur et producteur aux plus faibles rendements mondiaux.

« Contrairement à l'Europe ou

par ailleurs la prédominance de quatre cultures OGM dans la production mondiale. Le soja transgénique stagne avec environ 60 Mha, soit 64 % de la production mondiale de cette culture, le maïs est en forte croissance en 2007 avec 35 Mha (24 %), le coton plafonne à 15 Mha (43 %) et le colza (ou canola) peine à dépasser les 5 Mha (20 %). De nouvelles cultures commencent à s'ajouter à cette liste, comme la papaye, la tomate, la luzerne ou les arbres et les fleurs.

Les caractères modifiés qui prédominent sont toujours la tolérance aux herbicides (70 Mha), la résistance aux insectes (18 Mha) et l'addition de ces deux caractères (15 Mha). Toutefois, on note aujourd'hui le développement de caractères de qualité et la culture de nouvelles variétés empilant jusqu'à huit caractères différents. L'Isaaa note d'ailleurs que les variétés présentant plus



Grâce à la culture de coton résistant aux insectes, l'Inde exporte plus de coton aujourd'hui que les Etats-Unis, après avoir été importateur et producteur aux plus faibles rendements mondiaux.

aux Etats-Unis, les deux tiers de nos emplois dépendent de notre agriculture, alors que cette dernière ne représente qu'un cinquième de notre PIB, explique Kottaram K. Narayanan, de la firme semencière indienne Metahelix LifeSciences. Nous avons donc un besoin urgent de rendre notre agriculture plus lucrative et les OGM sont un bon moyen d'améliorer les conditions de vie de nos agriculteurs tout en augmentant la quantité et la qualité de nos productions. » L'Isaaa confirme une très forte hausse des revenus des agriculteurs indiens et chinois depuis l'introduction du coton transgénique. Le rapport de l'Isaaa montre

d'un caractère modifié sont plus rapidement adoptées par les agriculteurs.

ALORS QUE LE REFUS SOCIÉTAL ET POLITIQUE EST TOUJOURS NET EN EUROPE, le vieux continent se presse donc pour faire face à cette déferlante mondiale d'OGM et assurer la sécurité alimentaire de ses concitoyens. Ces derniers mois ont vu la multiplication de programmes chargés de plancher sur les règles et les méthodes de coexistence entre productions OGM et conventionnelles, aux champs ou dans les circuits de l'aval. Le programme Sigma est de ceux-là et vient de rendre récemment ses premières conclusions (lire encadré p. 43). « Les pro-●●●



RENAUD LAYADI, CHEF DE PROJET POUR LE RÉSEAU EUROPÉEN DES RÉGIONS LIBRES D'OGM (1).

« Mieux structurer les marchés non OGM à l'échelle internationale »

« L'Union européenne importe 38 % du soja mondial, majoritairement destiné à l'alimentation animale, et les principaux producteurs, Etats-Unis, Brésil, Argentine et Inde, représentent 85 % de ces importations. Ces pays sont très soumis à la pression des OGM, alors qu'ils ne sont pas compatibles avec les nombreux labels de qualité publics ou privés européens. Les opérateurs économiques sont de plus en plus nombreux à exclure l'alimentation animale OGM des productions carnées, laitières ou encore de l'aquaculture, pour répondre aux attentes des consommateurs en Europe qui rejettent majoritairement les biotechnologies. L'enjeu de notre réseau est de nous différencier, pour ne pas dire résister, alors que le modèle mondial nous l'interdit. Nous voulons démontrer qu'il y a un marché organisé pour le non-OGM. Nous avons un rôle de facilitateur pour mieux structurer ce marché à l'échelle internationale : organisation de conférences, échanges d'idées et de données, recensement de l'offre mondiale non OGM... Nous rencontrons les producteurs de différents pays et faisons signer des lettres d'intentions à leurs fédérations pour mieux faire circuler l'information et démontrer qu'en Europe, la demande augmente pour une alimentation animale sans OGM. Nous cherchons aussi à impliquer toute la grande distribution européenne, car si tous ces acteurs veulent du non OGM, nous aurons plus de poids pour mettre en place des stratégies. Nous travaillons aussi de plus en plus avec le Parlement européen à qui nous avons fait une déclaration politique claire : mieux prendre en compte le non-OGM, mieux informer le consommateur ou encore cultiver plus de non-OGM sur les jachères européennes. Nous avons de plus créé un réseau mondial incluant des régions d'Amérique du Nord, du Sud et d'Asie. Les 5 et 6 juin prochain, nous aurons à Bruxelles notre seconde conférence mondiale pour un marché du soja sans OGM durable. »

(1) Renaud Layadi travaille pour le conseil régional de Bretagne qui adhère à ce réseau, comme 42 autres régions européennes en 2008, dont 14 en France. Ce réseau a été créé en 2003 à l'initiative de la Toscane (Italie) et de l'Oberösterreich (Autriche), avec l'appui du Comité des régions de l'UE.

●●●blèmes urgents à régler sont liés à la détection et à la présence des OGM des différents pays dans les chaînes alimentaires mondiales », résume Yves Bertheau de l'Inra, membre du programme Co-Extra sur la coexistence et la traçabilité des OGM, le plus grand des projets réunissant 55 partenaires de 18 pays.

En Argentine au contraire, deuxième producteur mondial d'OGM derrière les Etats-Unis, l'impatience est grande de voir se développer dans le monde des réglementations plus favorables au transgénique. « Nous sommes les premiers à avoir réglementé les OGM en 1992 et environ 60 % de nos exportations sont aujourd'hui des OGM : 99 % de notre soja, 80 % de notre coton et 73 % de notre maïs, témoigne Moisés Bura-chik, coordonnateur général de l'office argentin des biotechnologies. Nous sommes en litige au sein de l'OMC avec l'Europe

d'aliments du bétail considèrent comme vains tous leurs efforts pour séparer les lignes de fabrication avec ou sans OGM. Ils aimeraient alors un cahier des charges européen qui édicte des règles claires de séparation de la fabrication », explique Nicolas Gryson, de l'université de Ghent en Belgique. Celui-ci a participé à une étude sur la coexistence entre OGM et non-OGM dans la fabrication d'aliments du bétail (production, stockage, transport...). Selon lui, « cette coexistence est possible, mais coûteuse et sous condition de très fortes contraintes (nettoyage, contrôles...) ».

« Les OGM sont des parasites pour la restauration collective européenne », considère carrément Philippe Baguet, directeur qualité et sécurité alimentaire chez Elior, grand groupe français de restauration collective. Celui-ci estime que 75 % de la population française refuse la présence d'OGM dans l'ali-

« Les OGM sont des parasites pour la restauration collective européenne »

qui refuse nos productions sur le principe de la précaution. Nous considérons avoir évalué tous les risques liés aux OGM. Nous les expérimentons depuis plus de quinze ans. »

Les producteurs américains sont tout autant incompréhensifs face à nos problématiques. « Chez nous, c'est au producteur bio d'implanter une culture tampon pour gérer la coexistence, alors qu'en Europe, c'est au producteur d'OGM », s'étonne par exemple Kenneth McCaulay, représentant de la plus grosse association de producteurs de maïs américains.

LES ACTEURS DE L'AVAL EUROPEEN doivent en tout cas gérer au mieux la demande en non-OGM toujours aussi forte des consommateurs. Ce qui complique fortement la donne en ce qui concerne l'alimentation animale très dépendante en soja (lire témoignage p. 42). « Etant donné que les produits laitiers et carnés ne sont pas étiquetés s'ils sont sans OGM, les fabricants

mentation, une proportion qui l'élève à 100 % quand il s'agit de ses clients, l'obligeant à refuser toute alimentation susceptible de contenir des OGM. Pour lui, il n'est en effet pas possible d'afficher la composition des produits dans un self-service. « Quand l'origine est difficile à garantir, je préfère ne pas m'approvisionner du tout », poursuit Philippe Baguet. C'est le cas de l'huile de soja que le groupe Elior a exclu de ses plus de 4 000 produits de consommation qui composent ses plats. « Notre stratégie n'est pas liée au combat pour ou contre les OGM, ni même aux risques potentiels des OGM sur la santé, il s'agit simplement d'une question de demande et de respect des contrats avec notre clientèle. Si nos clients exigent du zéro OGM, nous devons le leur fournir », conclut Philippe Baguet. ●

Laurent Caillaud

(1) « International annual conference for the seed, feed and food industry », du 20 au 22 février 2008, Paris. Actes disponibles sur <http://eis.eurofins.com>



ANTOINE MESSÉAN DE L'INRA, DIRECTEUR DE L'UNITÉ « IMPACTS ÉCOLOGIQUES DES INNOVATIONS EN PRODUCTION VÉGÉTALE ».

« Des outils d'aide à la gestion de la coexistence bientôt disponibles »

Avec son homologue britannique Jeremy B. Sweet, Antoine Messéan est coordonnateur du programme européen Sigma (Sustainable introduction of genetically modified crops into european agriculture). Lancé en 2004, ce programme mobilise 44 partenaires de douze pays européens et constitue un réseau de compétences et d'expertise interdisciplinaires (biologistes, écologues, agronomes, statisticiens, économistes). Ses principaux résultats sur la coexistence entre cultures OGM et non-OGM ont été présentés en novembre dernier lors de la conférence GMCC-07 (1).

« Grâce à de nombreuses données collectées sur les flux de gènes au travers du pollen, Sigma a pu développer une plateforme de modélisation de ces flux à l'échelle des paysages agricoles. Celle-ci permet de tester différents scénarios d'introduction des OGM, de tenir compte de l'effet des pratiques et du climat et de livrer un diagnostic. La version actuelle est opérationnelle pour le maïs et le colza et peut être facilement étendue à d'autres espèces. Les différents résultats obtenus montrent, par exemple, que pour le maïs, dans certaines situations, il peut suffire d'organiser la récolte séparément (à condition d'un accord entre agriculteurs) pour satisfaire des seuils inférieurs à 0,9 %. Sinon, des mesures comme des décalages des semis ou des distances d'isolement sont efficaces mais pas toujours faciles à appliquer. En cas de très grande densité de maïs, ou pour le colza, la séparation géographique entre cultures OGM et cultures conventionnelles, est la solution raisonnable. En revanche, pour les filières telles que l'agriculture biologique qui revendique une absence totale d'OGM dans leurs productions, la coexistence à l'échelle locale est techniquement impossible dans la plupart des cas. Et pour rendre ces acquis directement accessibles aux utilisateurs potentiels (agriculteurs, prescripteurs, collectivités territoriales...), un prototype de système d'aide à la décision doté d'une interface conviviale a été proposé (Smac-advisor). Il préfigure une série d'outils d'aide à la gestion de la coexistence qui seront développés sur la base de nos travaux. »

(1) Troisième conférence internationale sur la coexistence entre filières agricoles génétiquement modifiées et non génétiquement modifiées, les 20 et 21 novembre 2007, à Séville (Espagne).